

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DELORME SAS**

375 Allée du Lubéron  
ZA Prato III  
84210 Pernes-Les-Fontaines

Références : D-0768-2025  
Code AIOT : 0006401244

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement DELORME SAS implanté Bois Feuillet 2 Parcelles 925 - 926 84100 Orange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELORME SAS
- Bois Feuillet 84100 Orange
- Code AIOT : 0006401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delorme SAS, dont le siège social est situé 375, allée du Luberon - ZA Prato III -84210 PERNES LES FONTAINES, est autorisée à exploiter une carrière sur la commune d'Orange, au lieu-dit « Bois Feuillet ». Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024, pour une durée de 25 ans et un tonnage moyen annuel de 50 000 tonnes.

## **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	CLÔTURES ET BARRIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	15 jours
6	LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
8	PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	2 mois
12	MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
13	EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	2 mois
14	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
15	RÉTENTIONS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 1.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	VOIES DE CIRCULATION	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	CAMPAGNES DE MESURES ET DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection du 16 octobre 2025 avait pour objet de contrôler les réponses apportées par l'exploitant, à la suite de l'arrêté de mise en demeure du 20 janvier 2025.

Des actions correctives ont été menées, afin de répondre à la plupart des points objets de l'arrêté précité. Toutefois, des mesures complémentaires doivent encore être engagées, afin de répondre de manière exhaustive aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, notamment en matière de suivi des eaux souterraines, d'accès au site ou de maîtrise des émissions de poussières.

Des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être proposées à monsieur le Préfet, en cas de non respect des actions correctives demandées au terme de la visite du 16 octobre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 28/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>•le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</li><li>•la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat le 20/11/2024 :</b> Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas adressé à M. le Préfet le document attestant la constitution des garanties financières. La société Delorme précise que ce document est en cours de rédaction par l'organisme bancaire et devrait être transmis sous 8 jours. L'exploitant doit transmettre dans les plus brefs délais l'acte de cautionnement.</p> <p><b>Constat le 16/10/2025:</b> par courrier du 24/01/2025, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement pour la période du 15/05/2024 au 14/05/2029, d'un montant de 369 893€, en date du 11 décembre 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : BORNAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, BORNAGE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>•des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li><li>•le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> <p>Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat le 20/11/2024 :</b> L'exploitant indique que le bornage de l'ensemble du périmètre n'a pas encore été réalisé. Il précise que toutefois les travaux d'extraction n'ont pas encore débuté. L'exploitant doit, sous 3 mois, établir le bornage du site et transmettre le plan associé.</p>

<b>Constat le 16/10/2025 :</b> par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis le plan de bornage du 21/05/2025. Le jour de l'inspection, la présence des bornes a pu être constatée, par sondage, au nord Est du périmètre d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : CLÔTURES ET BARRIÈRES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, CLÔTURES ET BARRIÈRES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation. Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site. L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,</li> <li>• les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre,</li> <li>• la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <b>Constat le 20/11/2024 :</b> L'inspection a contrôlé, par sondage, la présence de la clôture. Il a été constaté la présence de la clôture à l'entrée du site, ainsi que la présence de panneaux avertisseurs tournés vers l'extérieur. L'inspection constate également que la clôture est manquante en partie nord de la parcelle 1311. L'accès à ce secteur est toutefois limité via une clôture posée de l'autre côté du chemin permettant l'accès à la maison se trouvant sur la parcelle N945.  Concernant la signalisation verticale à l'entrée sur site, elle comporte actuellement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,</li> <li>• la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.</li> </ul> Toutefois, les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre ne sont pas présents. L'exploitant indique que l'entrée du site est en cours de modification : la bascule vient d'être déplacée, d'autres modifications vont être apportées prochainement (recul du portail, réfection de l'enrobé, modification des circulations,...).  =>L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter la clôture sur l'ensemble du périmètre d'autorisation.

<p>L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter sa signalisation verticale, afin de présenter les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre.</p> <p>L'inspection demande également à l'exploitant de mettre en place un registre de suivi des clôtures, listant notamment les dates des contrôles et les réparations effectuées. Ce point fera l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p><b>Constat le 16/10/2025 :</b> le jour de l'inspection, il a été constaté que la signalisation verticale a été complétée, afin de présenter les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre.</p> <p>Concernant la clôture, elle reste à finaliser à l'est et à l'extrême nord-est du site, au niveau duquel les travaux de décapage étaient en cours le jour de l'inspection. L'exploitant précise que la clôture sera remise en place dans les jours suivants, dès finalisation des opérations de décapage. L'exploitant a présenté également le registre de suivi des clôtures mis en place (vu contrôles du 18/11/2024 et 01/07/2025).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit, sous 15 jours, repositionner la clôture au nord-est du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.</p>
<p><b>Constats :</b>  <p><b>Constat le 20/11/2024 :</b> A la date de la visite, l'exploitant n'a pas notifié la mise en service de l'installation. L'exploitant doit, dès finalisation de l'ensemble des aménagements prévus à l'article 2.1 de son arrêté d'autorisation et au plus sous 3 mois, notifier la mise en service au préfet et au maire d'Orange.</p> <p><b>Constat le 16/10/2025 :</b> par courriel du 21/05/2025, l'exploitant a notifié la mise en service de sa carrière à monsieur le Préfet. Un courrier a été adressé à la même date à monsieur le maire d'Orange.</p> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 5 : VOIES DE CIRCULATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VOIES DE CIRCULATION
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les pistes fixes, définies en accord avec l'inspection des installations classées, sont revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent, propre à limiter les envols de poussières. Elles sont équipées d'un système d'arrosage fixe et sont nettoyées très régulièrement (raclage, aspiration, balayage, arrosage fixe, ...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;</li><li>les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux ;</li><li>• la vitesse des engins sur les pistes non-revêtues est adaptée pour limiter les émissions de poussières et doit en toutes circonstances rester conforme aux dispositions du dossier de prescription « véhicules sur pistes » ;</li><li>• les engins, véhicules de transport et de manutention utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux rejets atmosphériques. Ils utilisent du gasoil non-routier s'ils ne sont pas munis de filtres à particules. Toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum leurs émissions par l'organisation optimale du charroi sur le site ;</li><li>• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;</li><li>• les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat le 20/11/2024 :</b> La piste d'entrée du site est revêtue ; toutefois, le revêtement est très endommagé près de la bascule. L'exploitant précise que des travaux de réfection vont être réalisés prochainement, dans le cadre du réaménagement global de l'entrée de la carrière.</p> <p>L'exploitant dispose d'une arroseuse mobile, utilisée également pour le site du Lampourdier pour abattre poussières, ainsi que d'un réseau fixe d'asperseurs au niveau notamment de la voirie non revêtue en limite ouest du site.</p> <p>La vitesse des engins est limitée à 30km/h, un panneau est présent à l'entrée du site.</p> <p>Il est constaté l'absence de dépôt de boue sur la voie publique (RD 976), bien que des pluies soient survenues la nuit précédant l'inspection.</p> <p>Le site n'est pas équipé d'une rampe ou d'un dispositif équivalent permettant d'éviter l'envol de poussières issues des chargements non bâchés, contenant des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm.</p> <p>=&gt; L'exploitant doit, sous 6 mois, effectuer les travaux de réfection de la voirie en enrobé à l'entrée de la carrière. Il doit également, sous 2 mois, mettre en place une rampe ou un dispositif équivalent pour éviter l'envol de poussières des chargements non bâchés, contenant des</p>



matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm.

L'inspection demande également à l'exploitant de mettre en place un registre de suivi du fonctionnement de l'arroseuse mobile. Ce point fera l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

**Constat le 16/10/2025 :** le jour de l'inspection, il a été constaté la réfection de la voirie en enrobé, ainsi que la mise en place d'un dispositif permettant l'arrosage des chargements non bâchés, au niveau de la bascule. L'exploitant a également présenté le registre lié au fonctionnement de l'arroseuse, renseigné depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 6 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées Lambert 93	X = 796712 , Y=203594
Nature des effluents	Eaux issues de l'aire de parking bétonnée pour le stationnement des engins à pneus
Exutoire du rejet	Fossé (milieu naturel)
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures

L'entretien courant des engins et du matériel de traitement est effectué à l'extérieur, sur un autre site de la société Delorme. Aucune cuve de stockage de carburant n'est présente sur la carrière (hormis les réservoirs des engins nécessaires à l'exploitation).

Les eaux pluviales sont drainées vers les deux bassins d'orage, localisés à l'Est et au Sud Est du site.

Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé. Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

**Constats :**

**Constat le 20/11/2024 :** les cuves de stockage de carburant sont toujours présentes sur site et en fonctionnement. Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas d'une aire bétonnée pour le

<p>stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>=&gt; L'exploitant doit, sous 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• supprimer les cuves d'hydrocarbures</li> <li>• mettre en place une aire bétonnée pour le stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures.</li> </ul> <p><b>Constat le 16/10/2025 :</b> le jour de l'inspection, il a été constaté la suppression des deux cuves. L'exploitant a présenté la facture du 30/06/2025, relative à l'intervention de la société spécialisée ayant effectué le pompage et le nettoyage des 2 cuves le 17/06/2025.</p> <p>Il a été constaté également la mise en place d'une aire étanche pour le stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures de capacité 330 litres. Toutefois, les caniveaux de collecte entourant l'aire étanche n'ont pas encore été posés.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit, sous 1 mois, finaliser les travaux d'aménagement de l'aire de stationnement des engins.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
---

#### N° 7 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local;</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>• les véhicules doivent être équipés d'un extincteur à poudre de 9 kg ;</li> <li>• d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m<sup>3</sup> minimum. Son emplacement exact doit être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie d'Orange. Son implantation doit se situer à moins de 100m en parcours réel du hangar hors flux thermiques supérieurs à 3kW/m<sup>2</sup> . Elle est maintenue en eau et accessible en tout temps. L'installation est conforme aux annexes du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).</li> </ul> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• informer le bureau prévision de la compagnie d'Orange lors des travaux de mise en place des points d'eau incendie (PEI) ;</li> </ul>

<p>•signaler au service public (inter)communal de DECI, l'achèvement des travaux relatifs à l'implantation ou l'amélioration de la DECI, afin de réaliser une visite de réception obligatoire en présence des sapeurs-pompiers et enregistrer le (les) nouveau(x) PEI dans la base de données départementale de la DECI. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat le 20/11/2024 :</b> L'exploitant dispose sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•de téléphones permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>•d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'établissement, par exemple près des cuves d'hydrocarbures.</li> </ul> <p>Toutefois, les moyens suivants ne sont pas mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan des locaux à destination des services d'incendie et de secours ;</li> <li>•les véhicules sont équipés d'extincteur 2kg et non d'extincteur à poudre de 9 kg. L'exploitant précise que des coffres spécifiques ont été commandés afin de pouvoir équiper les engins du site ;</li> <li>• le site n'est pas équipé d'une réserve incendie offrant une capacité de 120 m<sup>3</sup> minimum.</li> </ul> <p>Toutefois, l'exploitant précise que son emplacement a été déterminé en accord avec le SDIS début novembre 2024. Il présente également un devis signé du 05/11/2024 pour une bâche souple de capacité 120 m<sup>3</sup>.</p> <p>=&gt; L'exploitant doit transmettre sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le procès-verbal de réception par le SDIS de la bâche souple 120 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• le plan des locaux à destination du SDIS ;</li> <li>• la photographie des extincteurs 9kg installés sur les engins.</li> </ul> <p><b>Constat le 16/10/2025 :</b> par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis le procès-verbal de réception du 04/04/2025, établi par le SDIS de la bâche souple 120 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a pu être constaté, par sondage, la présence d'extincteurs 9kg sur les engins du site. Le plan des locaux à destination du SDIS est affiché à l'entrée du site et dans les locaux au niveau de la bascule.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 8 : PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En particulier, l'exploitant dispose d'un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de</p>

<p>l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du volume des matières stockées ;</li> <li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées au paragraphe 4.4.3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat le 20/11/2024 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.</p> <p>=&gt; L'exploitant doit, sous 6 mois, mettre en place un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.</p> <p><b>Constat le 16/10/2025 :</b> l'exploitant a réalisé une dalle béton sous l'installation de traitement de matériaux. Les eaux ruisselant sur l'aire sont dirigées vers une cuve de capacité 10 000 litres, après relèvement d'une vanne martelière située à proximité immédiate de l'installation.</p> <p>L'inspection relève que le positionnement de la grille avaloir ne permettra pas de récupérer l'ensemble des eaux en cas d'incendie, au regard de l'étanchéification insuffisante à proximité. La présence de la vanne martelière, située au sein du regard, n'est également pas signalée et peu visible.</p> <p>Par courriel du 29/10/2025, l'exploitant a transmis l'avis du SDIS 84 se prononçant sur le caractère suffisant du volume de rétention des eaux (10 000L), en cas de sinistre survenant au niveau de cette installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• améliorer la signalisation de la vanne martelière, afin qu'elle soit clairement identifiée en cas de sinistre ;</li> <li>• compléter l'étanchéification en béton autour de la grille avaloir, afin que l'ensemble des eaux d'extinction soient dirigées vers la cuve de 10 000L.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 9 : PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées.

L'emplacement des stations de mesures défini dans un plan de surveillance, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend des stations de mesures de types (a), (b) et (c) conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. En particulier, un suivi des retombées de poussières dans l'environnement au niveau des habitations et des établissements sensibles (centre aéré, lycée agricole,...) les plus proches est mis en place. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie la représentativité des données corrigées fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.

**Constats :**

**Constat le 20/11/2024 :** Actuellement, l'exploitant exerce un suivi des retombées de poussières par la méthode des plaquettes et non des jauges. Il n'a pas établi de plan de surveillance, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. L'exploitant doit, sous 1 mois, établir le plan de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

**Constat le 16/10/2025 :** par courriel du 11/02/2025, l'exploitant a transmis le plan de surveillance de retombées de poussières (PSE version 1 du 11/02/2025). Le plan de surveillance prévoit la mise en place de 5 jauges, dont 3 jauges de type « b » à proximité des premiers riverains.

L'exploitant a présenté en séance la version 2 du 18 février 2025 de son PSE, modifié à la demande de l'inspection des installations classées, afin de comporter un point de mesure au niveau de la limite nord du site, à proximité des habitations les plus proches.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 10 : CAMPAGNES DE MESURES ET DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, CAMPAGNES DE MESURES ET DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2025

**Prescription contrôlée :**

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance.

En fonction de l'avancement de l'exploitation et de sa configuration, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures de type (b) et (c), ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix est alors précisément expliqué et justifié dans le bilan annuel prévu au 2.10 du présent arrêté.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie au 3.3.4, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au 2.10. du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

**Constats :**

**Constat le 20/11/2024 :** L'exploitant n'a pas réalisé de campagne de suivi des retombées de poussières par la méthode des jauges. L'exploitant doit, sous 2 mois, débiter la première campagne de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges, conformément aux dispositions des articles 19.5 à 8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

**Constat le 16/10/2025 :** Par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis les résultats pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2025 (mesures effectuées du 05/03/2025 au 03/04/2025). Les résultats montrent des retombées maximales de 150 mg/m<sup>2</sup>/j au niveau des jauges de type « b » (jauge n°5).

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats pour les T2 et T3 de l'année 2025. Les maximum suivants ont été relevés pour les jauges de type b :

- 200 mg/m<sup>2</sup>/jour pour la jauge n°5 lors de la campagne du 6 mai au 5 juin ;
- 96 mg/m<sup>2</sup>/jour pour la jauge n°5 lors de la campagne du 8 juillet au 7 août.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 11 : Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 0,5 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante.

<b>Constats :</b> <b>Constat le 20/11/2024 :</b> L'exploitant n'a pas réalisé de campagne de suivi des retombées de poussières par la méthode des jauges (cf PdC précédent). L'exploitant doit, sous 2 mois, débiter la première campagne de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges, conformément aux dispositions des articles 19.5 à 8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.  <b>Constat le 16/10/2025 :</b> cf PdC précédent
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 12 : MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de contrôler l'efficacité des mesures d'abattement de poussières mises en place, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches et des établissements sensibles (centre aéré, lycée agricole). Ces mesures de particules fines sont réalisées dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation : lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux émissions de poussières (temps sec et jour avec vent dominant) ; •lors des activités de la carrière émettrices de poussières (décapage, extraction à sec, circulation externe et interne...). Une mesure devra être réalisée sur un point non exposé pour pouvoir comparer avec la valeur du bruit de fond. L'exploitant veille à ne pas faire de mesures au niveau de points sous l'influence d'autres émetteurs importants de poussières. La valeur mesurée est comparée soit à la valeur limite réglementaire pour les PM10 en France (40 g /m <sup>3</sup> ), soit à la valeur guide sanitaire de l'OMS (15 g/m <sup>3</sup> en moyenne annuelle). Dans le cas où ces valeurs ne seraient pas respectées, des mesures complémentaires devront être proposées par l'exploitant. Le résultat de cette campagne sont transmis à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation, accompagnées du descriptif des mesures complémentaires d'abattement des poussières éventuellement nécessaires.

**Constats :**

**Constat le 20/11/2024 :** La visite d’inspection a permis de constater que l’exploitant n’a pas encore procédé à la réalisation des mesures de concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations et des établissements sensibles les plus proches. L’exploitant indique qu’il a pris attache avec un prestataire afin de procéder aux mesures attendues et présente un devis à cet effet en date du 24 septembre 2024, afin d’effectuer une campagne de mesure avec des appareils portatifs. Il signale que les opérations propices à l’émission de poussières (extraction défrichement ou décapage) n’ont pas encore été menées et devraient débuter au cours de l’hiver prochain.

La DREAL signale, qu’à la suite d’échanges avec l’ARS, les dispositifs portatifs utilisés pour mesurer l’exposition des travailleurs sont jugés non adaptés aux mesures des concentrations en silices dans l’environnement. Dans cet objectif, des préleveurs de type « PM10 Leckel » ou « partisol » sont plus pertinents pour effectuer les mesures en poussières inhalables et, par la suite, faire une interprétation sanitaire des données .

=> L’inspection prend note de la non reprise des opérations propices aux émissions de poussières, telles que le décapage et l’extraction de matériaux depuis la délivrance du nouvel arrêté d’autorisation.

Toutefois, il est demandé à l’exploitant de communiquer à Monsieur le Préfet de Vaucluse le bon de commande de l’organisme accrédité retenu pour la réalisation de ces mesures selon les techniques préconisées par l’ARS, dans un délai n’allant pas au-delà de 2 mois. Le protocole de mesure, défini en accord avec l’organisme, pourra être transmis à l’inspection des installations classées et à l’ARS au besoin, préalablement à la réalisation de la campagne de mesures à effectuer lors de la prochaine campagne de décapage et d’extraction de matériaux.

**Constat le 16/10/2025 :** par courriel du 22/05/2025, l’exploitant a transmis la copie de la commande passée auprès de la société PRONETEC, afin de réaliser la campagne de mesures des PM10 en mai 2025.

En séance, il présente le rapport du 25/07/2025 relatif à la campagne de mesures effectuée du 30 avril au 12 juin 2025. Ce rapport mentionne les résultats suivants :

**Concentration thoracique PM10 :**

Mesures du 30/04 au 12/06/2025			
Point de mesure	Empoussiérage relevé (µg/m³)	Valeur guide (µg/m³)	Conformité
Point 1 : témoin	< 25,36	45	Conforme
Point 2 : limite à l’Est	< 25,36	45	Conforme
Point 3 : limite au Sud	109,79	45	Non conforme
Point 4 : limite au Sud-ouest	< 25,36	45	Conforme

Les points de mesures s





<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection prend acte de la réalisation de la campagne de mesures. Les résultats feront l'objet d'une analyse ultérieure, conjointement avec les services de l'ARS. Cette analyse pourra donner lieu à des demandes de compléments.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant doit, conformément aux dispositions de l'article 3.3.6 de son arrêté, mettre en place des mesures complémentaires afin d'améliorer la lutte contre les émissions de poussières au sud de la carrière. La description des mesures retenues doit être communiquée sous 1 mois à l'inspection des installations classées et ces mesures mises en place sous le même délai.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.31 / Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.31</u> : l'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de 3 piézomètres et 1 forage. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.</p> <p><u>Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</u> : Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat le 20/11/2024</b> : Actuellement, le site comporte un forage et un piézomètre de suivi. L'exploitant indique que les deux piézomètres supplémentaires n'ont pas encore été réalisés. Il</p>

présente un devis signé du 07/11/2024 relatif à la réalisation des deux ouvrages.

Lors de la visite terrain, il est constaté que le piézomètre existant est entouré d'un stock important de matériaux recyclés, rendant son accès difficile.

L'exploitant doit :

- sous 2 mois, transmettre le compte-rendu relatif à la mise en place des deux piézomètres supplémentaires ;
- sous 1 semaine, dégager l'accès au piézomètre existant.

**Constat le 16/10/2025 :** par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis le rapport Fondasol n° PR.DTHY.24.0250.001.0 - 28/02/2025 relatif à la réalisation des deux piézomètres le 20/02/2025, d'une profondeur de douze mètres. Les nouveaux ouvrages ont été créés dans les secteurs prévus dans l'étude d'impact jointe au dernier dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'inspection a pu constater la présence des deux nouveaux ouvrages le 16/10/2025, ainsi que l'enlèvement des matériaux autour du piézomètre existant. Les nouveaux ouvrages sont protégés par des blocs béton et les trois piézomètres sont fermés par des capots de protection.

Toutefois, les 3 piézomètres ne disposent pas de margelle de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en place les margelles réglementaires autour des 3 piézomètres, ainsi qu'un dispositif de protection autour du piézomètre historique afin qu'il soit protégé des stocks de matériaux à proximité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : Programme de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/05/2025

**Prescription contrôlée :**

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Mensuelle	
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90008
Conductivité	Semestrielle	
Turbidité	Semestrielle	
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Métaux totaux	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
DBO5	Semestrielle	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

#### Constats :

**Constat le 20/11/2024 :** Actuellement, la société Delorme effectue le suivi de la qualité des eaux uniquement sur le piézomètre existant. Il présente le rapport du 27 septembre 2024, relatif au dernier relevé effectué le 10 juin 2024 par son prestataire. Le rapport ne mentionne aucune anomalie particulière. L'inspection note que les paramètres MES, DCO et DBO5 n'ont pas été contrôlés. L'exploitant doit, sous 3 mois, effectuer une nouvelle campagne de mesures sur les 4 ouvrages de suivi du site, sur l'ensemble des paramètres requis.

**Constat le 16/10/2025 :** par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis le tableau des relevés des hauteurs d'eau effectués sur les 3 piézomètres entre février et avril 2025.

La société Delorme présente en séance le rapport établi par la société Pronetec et daté du 01/09/2025, relatif au suivi des eaux souterraines effectué le 7 juillet 2025. Toutefois, l'inspection relève que ce rapport ne comporte pas :

- le suivi de hauteur d'eau sur le forage ;
- le suivi de l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.5.3.3 (métaux totaux, MEST, DCO, DBO5);
- le contrôle de la qualité des eaux sur les 3 piézomètres (fait uniquement sur le forage) ;
- la carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dès la prochaine campagne de suivi des eaux souterraines programmée en décembre :

- effectuer le suivi de la qualité des eaux sur le forage et les 3 piézomètres, pour l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.5.3.3 de son arrêté ;
- produire une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 15 : RÉTENTIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RÉTENTIONS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans tous les cas, 1000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><b><u>Constat le 20/11/2024</u></b> : lors de la visite, il a été constaté la présence de fûts et de bidons d'hydrocarbures stockés sans rétention. L'exploitant doit, sous 1 semaine, mettre en place des rétentions pour tous les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p><b><u>Constat le 16/10/2025</u></b> : l'inspection a constaté que les fûts et les bidons d'hydrocarbures sont stockés sur rétentions. Toutefois, des bidons d'huile de décoffrage ne sont pas sur rétention.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit justifier de l'absence de risque pour l'environnement lié à un écoulement d'huile de décoffrage, sur la base de la FDS des produits employés ;</li><li>• soit mettre ces contenants sur rétentions.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

Annexe au rapport de la  
visite d'inspection du 16 octobre 2025 – carrière Delorme Bois feuillet à Orange  
Planche de photographies

Photo n°1 – plan d'accès au site

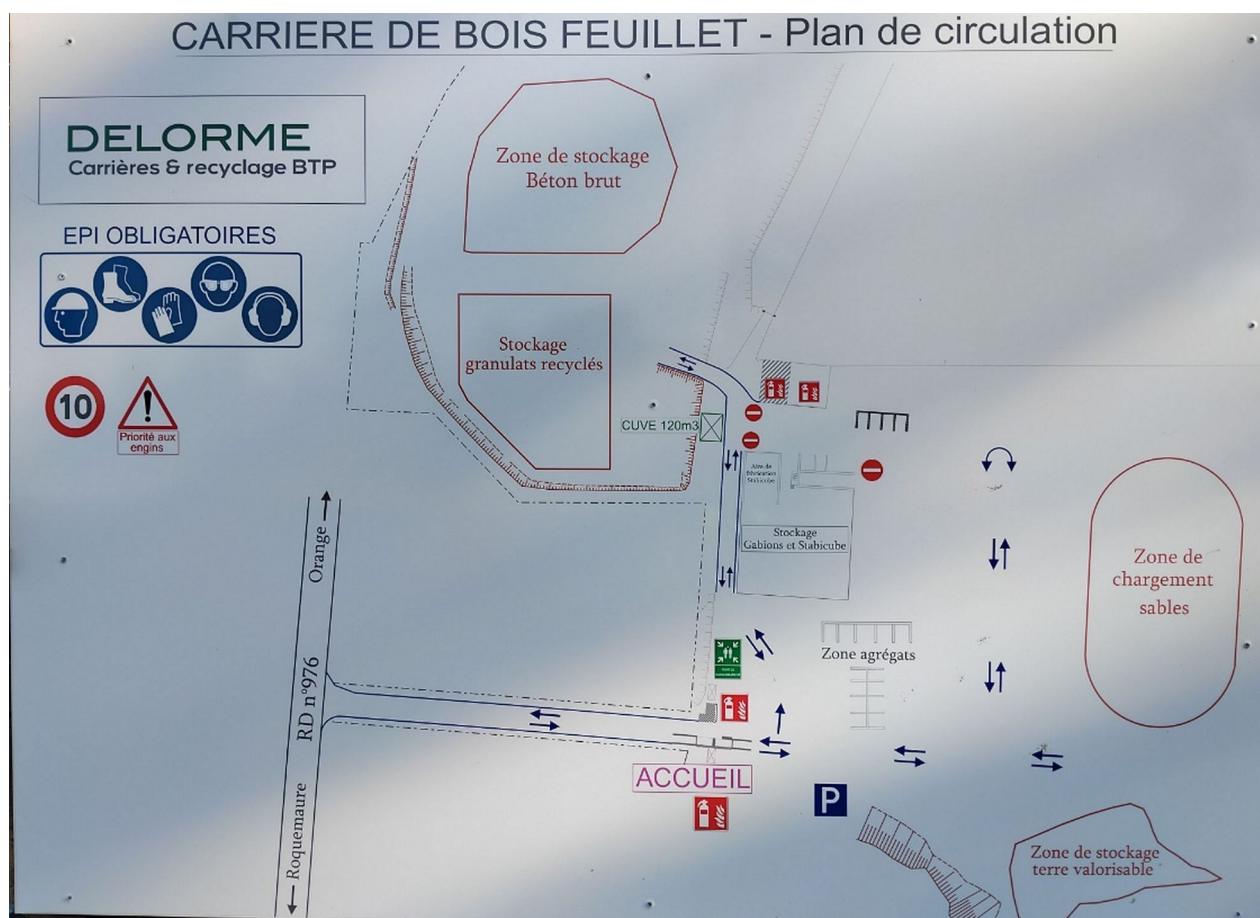


Photo n°2 – voirie d'accès au site en enrobé





Photos n°3 – nouveaux piézomètres



Photos n°4 – zone en cours de décapage





Photos n°5 – avaloir au niveau de l'installation de traitement de matériaux



Photos n°6 – bâche incendie





Photos n°7 – piézomètre historique



Photos n°8 – aire de stationnement des engins

